

APPEL PUBLIC ET CRI D'ALARME DE LA FAMILLE DE

JEAN JACQUES WONDO

Nous, membres de la famille de Jean-Jacques Wondo Omanyundu, avons suivi comme tout le monde les événements qui se sont déroulés très tôt en date du 19 mai 2024 à Kinshasa . La presse audiovisuelle et les autorités politico-militaires ont en effet rapporté une tentative de coup d'Etat par des assaillants qui ont visé comme cibles critiques de leur but en premier lieu la résidence de l'honorable Vital Kamerhe et par la suite Palais de la Nation.

Avec stupéfaction, nous avons été désagréablement surpris d'apprendre, comme tout le monde également, que **Jean-Jacques Wondo a été interpellé et détenu par les services de renseignements militaires sur base d'une photo prise en 2016 en Belgique avec sieur Christian Malanga** dans une dynamique très éloignée du contexte non seulement du point de vue du temps comme indiqué plus haut, mais aussi du point de vue du cadre d'interaction clairement sans lien avec un quelconque coup d'Etat en République démocratique du Congo.

Depuis, les jours passent et sa détention, non autrement justifiée, se prolonge cette fois à la prison militaire de Kinshasa/ Ndolo sans qu'un dossier répressif soit ouvert à sa charge avec des faits précis qui lui seraient reprochés.

Pour nous et pour toute personne éprise de justice, ceci constitue une privation pure et simple des droits fondamentaux de Jean Jacques Wondo.

Ni les faits mentionnés plus haut, ni son parcours public si bien documenté d'expert protecteur de valeurs républicaines et des intérêts de la RDC ne soutiennent une privation aussi arbitraire de la liberté de Jean Jacques Wondo.

À l'intention de l'opinion publique, il sied de mentionner que c'est pour son expertise favorable à l'émergence de la RDC que Jean Jacques Wondo a été rapproché et s'est vu attribuer des responsabilités récentes, le rapprochant de l'administration.

En effet **Jean-Jacques s'est retrouvé à Kinshasa à l'invitation de l'administrateur général sortant de l'agence nationale de renseignements**, le colonel à la retraite Lusadusu **pour apporter son expertise et sa contribution dans la réforme des services de renseignements civils**. Le colonel, médecin de son état, reconnu pour sa grande probité morale et son humanisme, a trouvé en Jean Jacques un collaborateur et un appui précieux.

Il serait inimaginable et voire absurde aux yeux de tout observateur averti d'associer une action menée de manière aussi théâtrale voire ridicule au personnage de Jean Jacques Wondo.

Humilier de la sorte quelqu'un qui, par patriotisme, a répondu à l'appel de la nation apparaît aux yeux des fils et des filles du Congo éparpillés à travers le monde comme un message négatif adressé à la diaspora. Les défis actuels du pays demandent la contributions de tout le capital humain du pays, y compris celui qui s'est formé en compétences pertinentes à l'extérieur du pays.

Par conséquent **nous demandons la libération immédiate et sans conditions de Jean Jacques Wondo**. Si cette demande nous la faisons naturellement aux autorités politico-administratives compétentes, nous l'inscrivons en même temps en plaidoyer pour cet Etat de droit prôné par le chef de l'Etat et porté par lui en bannière dans le cadre de la bonne gouvernance qu'il soutient.

Fait ce 02 juin 2024

Nathalie Kayembe Wondo, épouse

Les enfants

Personne de contact :

Mr Joel Kandolo

Tel :+32478392874



Jean Jacques Wondo Omanyundu avec le président Félix Tshisekedi à Bruxelles en 2016



Jean Jacques Wondo avec le président Felix Tshisekedi à Genève en 2018